



Service Environnement, Sous-Produits,
Alimentation Animale et Pharmacie

ANGERS, le 24/01/2023

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIO-METHANE-SEG (SAS)

Les Garennes
49280 LA SEGUINIÈRE

Références : 2022_01_06_RapportInspection_BIO METHANE SEG

Code AIOT : 0006309358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2022 dans l'établissement BIO-METHANE-SEG (SAS) implanté Les Garennes - 49280 LA SEGUINIÈRE. L'inspection a été annoncée le 03/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Programme prévisionnel de contrôles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIO-METHANE-SEG (SAS)
- Les Garennes - 49280 LA SEGUINIÈRE
- Code AIOT : 0006309358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de méthanisation agricole collective soumise à autorisation au titre des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation géographique	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Caractérisation préalable des matières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 6.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Information de l'inspection des installations classées	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 10.1-	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
7	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 11.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	autosurveillance des odeurs	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 13.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 13.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Valeurs limites de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 16.8	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
13	Suivi de l'élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 18.6	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
14	Analyse et surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 21.3	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
15	Capacité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
16	Réception des matières premières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 15.1	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois
17	Bilan des épandages	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 21.2	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Capacités de l'installation	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.4	/	Sans objet
3	Nature et origine des matières	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 6.1	/	Sans objet
5	Formation	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.5	/	Sans objet
11	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 23.4	/	Sans objet
12	Programme de maintenance préventive	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 30.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants **dans un délai de 4 mois** :

- une liste à jour des stockages de digestats déportés, leurs capacités, leurs caractéristiques, leurs localisations et les noms des adhérents qui les utilisent ;
- les attestations de formation suivies par les employés ou les associés ;
- le cahier des charges des intrants ;
- le compte rendu de l'état des odeurs réalisé en 2021 ;
- le compte rendu du dernier contrôle annuel des rejets atmosphériques ;
- l'état de la situation acoustique réalisé en 2021 ;
- le plan de maintenance préventive de l'installation ;
- les résultats des analyses de rejets d'eaux pluviales ainsi que les plans des réseaux ;
- les résultats des dernières analyses des digestats ;

- le bilan annuel d'activité ;
- le bilan annuel des épandages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation géographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, stockages déportés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'unité de méthanisation est située sur la parcelle n° 000 AH 76 du plan cadastral de la commune de LA SÉGUINIÈRE représentant une superficie totale de 3,128 ha. Les stockages déportés des déchets produits, mentionnés dans les articles ci-après, sont implantés dans les lieux prévus en annexe 15 du dossier de demande d'autorisation.
Constats : La liste des stockages de digestats liquides et solides n'est pas à jour. Par ailleurs, la convention d'utilisation de ces stockages n'a pu être présentée à l'inspection. A noter que 2 exploitations sont en négociation pour sortir du collectif. Une liste à jour des différents stockages ainsi que la convention d'utilisation de ces derniers sont attendus par l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Capacités de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, capacité de l'installation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site est autorisé à traiter au maximum 54 185 t de déchets organiques par an, produisant une quantité de biogaz estimée à 8 000 Nm ³ /j. Ces déchets organiques sont constitués des matières suivantes : - Déjections animales (fumiers, lisiers) et effluents d'élevages : 51 667 t /an - Matières végétales brutes et déchets végétaux : 1 518 t /an - Effluents du site (eaux de lavage, eaux vannes,) : 1 000 t /an Les matières et déchets proviennent exclusivement des exploitations agricoles incluses dans le projet Les volumes de stockage des matières entrantes sur le site sont les suivants : > déchets solides : dans un bâtiment dédié de 600 m ³ pour la paille, dans un silo bâché pour les ensilages de végétaux, au sol dans le bâtiment principal pour les fumiers ; > déchets liquides : dans une cuve extérieure de 510 m ³ ; Les volumes de stockage des matières sortantes à épandre sont les suivants : > digestats solides : stockage tampon au sol dans le bâtiment principal sur 70 m ³ ? (150 t) et sur des plates-formes dédiées au niveau des exploitations agricoles d'une capacité totale minimale de 4 560 m ³ . > digestats liquides et effluents : dans 12 fosses représentant une capacité totale de 19 150 m ³ .
Constats : En 2020, l'établissement a traité 50 965 tonnes de matières premières. Cette valeur est conforme à l'arrêté d'autorisation du 07/12/2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Nature et origine des matières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, nature et origine des déchets (déjection animales, matières végétales)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants : > déjections animales (lisiers, fumiers et autres effluents d'élevage) ; > matières végétales brutes et déchets végétaux (déchets verts, déchets céréaliers, pailles et menues-pailles, intercultures de type CIPAN) ; Les déchets proviennent exclusivement des exploitations agricoles à l'origine du projet soit du département de Maine-et-Loire et dans une moindre mesure des départements des Deux-Sèvres, Vendée et Loire-Atlantique. Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différente est portée au préalable à la connaissance de la Préfète.
Constats : En 2020, l'établissement a traité 50 965 tonnes de matières entrantes dont 1 535 tonnes de déchets de céréales et 49 430 tonnes d'effluents d'élevage. Les intercultures et ensilages intégrés les années précédentes ne l'ont pas été en 2020. Ces introductions sont conformes à l'arrêté de prescription de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Caractérisation préalable des matières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, caractérisation préalable des matières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise. Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant. L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes : > source et origine de la matière ; données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ; son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ; les conditions de son transport ; le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement ; le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.
Constats : Le cahier des charges des intrants demandé lors du dernier contrôle n'a pas été transmis à l'inspection. Ce cahier des charges doit être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes où des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut être adapté pour prendre en compte notamment le retour d'expérience de l'exploitation des installations et ses éventuelles modifications. A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème et le contenu de la formation. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations. Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
<p>Constats : L'équipe en place sur l'installation est composée d'un responsable, d'un technicien de maintenance, d'un chauffeur, et d'un apprenti en méthanisation qui sera probablement embauché. L'équipe s'est stabilisée en 2021 après 2 démissions au cours de l'année 2020.</p> <p>Les 4 salariés de l'installation ont été formés par le constructeur NASKEO directement sur site, au cours de 4 jours de formation. Le contenu de la formation doit être transmis à l'inspection, ainsi que les attestations de présence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Information de l'inspection des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 10.1-
Thème(s) : Risques chroniques, rapport d'activité de l'année écoulée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse à la préfète, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un rapport d'activité de l'année écoulée comportant une synthèse des informations relatives aux incidents et accidents, aux prélèvements d'eau, à la surveillance des émissions de toute nature (eau, air, déchets, bruit, ...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le 11/33public. Le rapport précise également le mode de valorisation et le taux de valorisation annuel du biogaz produit. Il présente aussi le bilan des quantités de digestat produites sur l'année, le cas échéant les variations mensuelles de cette production ainsi que les quantités annuelles par destinataires.</p>
<p>Constats : Le rapport d'activité de l'année écoulée a été demandé par l'inspection suite au contrôle de 2018. Celui-ci n'a jamais été transmis.</p> <p>Le rapport d'activité de 2020 est présent sur place, au moment de la visite. Il doit être transmis à l'inspection. Les rapports d'activité doivent être transmis annuellement à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, limitation des nuisances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement, y compris ses ouvrages de stockage déportés, ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Le déchargement ou dépotage et le stockage des matières, sur le site de l'unité de méthanisation, sont réalisés de manière confinée : > Les matières solides sont livrées en bennes bâchées et déchargées dès réception dans un bâtiment fermé et conçu pour éviter les émissions diffuses. Les portes du bâtiment sont maintenues fermées en permanence sauf le temps strictement nécessaire au passage de chaque camion. Ces portes sont à ouverture et fermeture rapides. La préparation des matières à méthaniser, le traitement des digestats ainsi que le stockage des digestats solides sont réalisés à l'intérieur de ce bâtiment : > Les matières liquides sont livrées en citernes et dépotées dès réception dans une cuve par raccord étanche ; > Les effluents et eaux usées du site sont récupérés et stockés dans des équipements fermés avant recyclage en méthanisation ; > Le stockage à l'air libre des matières à méthaniser et des digestats est strictement interdit. L'air intérieur est collecté pour traiter les odeurs. En particulier : > le bâtiment principal (réception, préparation, séparation de phases et stockage des digestats solides) est équipé d'un dispositif de mise en dépression efficace permettant d'en extraire l'air et de l'envoyer vers un biofiltre Les concentrations d'odeurs résiduelles en sortie de biofiltre seront inférieures à 2 000 UOE /m³ ; il sera réalisé une mesure annuelle en sortie de biofiltre Les installations sont conçues pour traiter l'hydrogène sulfuré présent dans le biogaz avant sa valorisation ou sa destruction en torchère. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif des installations, aux frais de l'exploitant, afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.</p>
<p>Constats : Les transports de matières solides sont effectués, en régis, en bennes bâchées. Les matières liquides sont transportées en citernes par une entreprise extérieure (transports Batardière).</p> <p>Le camion benne transporte du digestat solide dans les exploitations puis charge du fumier pour le ramener sur le site de méthanisation. La benne est nettoyée après déchargement du fumier sur site.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de ce nettoyage dans le contexte sanitaire actuel vis-à-vis de l'influenza aviaire.</p> <p>Il est constaté qu'une partie des fumiers sont stockés à l'extérieur. Ce stockage provoque des odeurs au moment de la visite. L'exploitant précise ne pas avoir reçu de plaintes du voisinage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : autosurveillance des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 13.1
Thème(s) : Risques chroniques, état des odeurs un an après la mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état initial du site d'implantation des installations est réputé exempt de toute odeur. Dans un délai d'un an après la mise en service, l'exploitant procède à un état des odeurs perçues dans l'environnement afin de valider l'efficacité des équipements mis en place. Les résultats en sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans les trois mois qui suivent. L'exploitant réalise périodiquement un bilan de ses actions en matière de prévention d'odeurs et des résultats obtenus. La fréquence de réalisation de bilan est <i>a minima</i> annuelle et est reprise dans le rapport annuel d'activité.</p>
<p>Constats : L'état des odeurs, un an après la mise en service du site a été réalisé en avril 2021 mais n'a pas été transmis à l'inspection. L'exploitant doit le transmettre à la DDPP.</p> <p>L'établissement n'a pas reçu de plainte concernant des odeurs.</p> <p>Des odeurs sont présentes sur site lors de la visite de l'inspection, le stockage extérieur de fumiers fait partie des sources identifiées par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 13.2
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle annuel des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder tous les ans, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, à un contrôle des rejets de chacun des émissaires (chaudière, torchère, biofiltre) portant <i>a minima</i> sur les paramètres visés à l'article 3.2.4 ci-dessus.
Constats : Le contrôle annuel des rejets atmosphériques a été demandé lors du contrôle de l'installation en novembre 2018. Celui-ci n'a jamais été transmis. Un contrôle des rejets a été effectué le 7 avril 2021. Ce bilan montre des rejets de torchère non conformes. Le compte rendu de ce contrôle de rejets atmosphérique doit être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Valeurs limites de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 16.8
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des rejets d'eau pluviale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites définies ci-après : - Débit 0,45 l/s en pluie mensuelle et 3 l/s en pluie décennale ; pH 5,5 < pH < 8,5 ; Matières en suspension (MES) 35 mg / Demande chimique en oxygène (DCO) 125 mg /l Demande chimique en oxygène 30 mg/l Hydrocarbures totaux 5 mg / Ces concentrations doivent être respectées en moyenne sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.
Constats : Le contrôle de la qualité des eaux pluviales doit être réalisé en janvier 2022 au même moment que la campagne d'analyses des digestats. Les résultats de ces analyses devront être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 23.4
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée sera effectuée dans un délai de six mois suivant la mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée, ou dès lors que des installations sont modifiées.
Constats : Le contrôle de la situation acoustique, en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée, a été effectué en 2021. Le compte rendu de ce contrôle doit être transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 30.2
Thème(s) : Risques accidentels, Programme de maintenance préventive et enregistrement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) est élaboré avant la mise en service de l'installation.
Constats : Un programme de maintenance préventive a été mis en place par l'exploitant. Ce programme doit être transmis à l'inspection. Un suivi des opérations de maintenance est disponible informatiquement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Suivi de l'élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 18.6
Thème(s) : Risques chroniques, registre de transport des digestats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure la traçabilité des opérations de transport, de valorisation et d'élimination de l'ensemble des déchets. Il tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Ce registre comporte a minima les informations exigées par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du Code de l'Environnement. Un registre spécifique comportant le même type d'informations est mis en place pour les expéditions de digestats destinés à l'épandage agricole. L'exploitant utilise, pour ses déclarations prévues par le Code de l'Environnement, la codification réglementaire en vigueur pour les déchets. Les enregistrements de ces registres sont conservés pendant une durée minimale de 3 ans, et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées de l'application des articles L.255-1 et L.255-11 du Code rural. L'exploitant est toujours en mesure de justifier du bon traitement de ses déchets à l'aide de tout document tel que le bon de prise en charge, ou le certificat de traitement délivré par l'entreprise à laquelle il a fait appel.
Constats : Un registre des matières entrantes et sortantes est mis en place dans l'établissement. Ce registre permet de connaître la provenance des matières entrantes et la destination des digestats. En revanche, il ne permet pas de savoir vers quel stockage déporté le digestat est envoyé au moment de son expédition. Le suivi du niveau de remplissage des différents stockages ne peut pas être suivi. Une convention d'utilisation des différents stockages doit être mise en place avec les adhérents. Le modèle de cette convention doit être transmis à l'inspection. Le transport des matières solides (fumiers et phase solide de digestat) est effectué en régie. Le transport des matières liquides (lisiers et phase liquide de digestat) est effectué par une entreprise extérieure (transports Batardière).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 14 : Analyse et surveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 21.3
Thème(s) : Risques chroniques, analyse et surveillance des digestats
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Au fil de leur production, les déchets à épandre font l'objet d'analyses dont les résultats sont interprétés et diffusés auprès des agriculteurs utilisateurs avant tout épandage. Ces analyses, réalisées sur des échantillons moyens représentatifs des lots de déchets et selon leur typologie (digestats solides contenant ou non des digestats issus du séchoir, granulés seuls ou en mélange avec des digestats solides, digestats liquides contenant des percolats de biofiltre et des effluents du lavage d'air), portent sur : > les éléments de caractérisation de la valeur agronomique en choisissant des paramètres pertinents parmi ceux cités à l'article 5.3.7 ; > les éléments traces métalliques et composés traces organiques cités à l'article 5.3.4. La fréquence d'analyse pour chacune des typologies de déchets est la suivante : > caractérisation de la valeur agronomique et les éléments traces métalliques : mensuelle > composés traces organiques : bimestrielle. En cas de dépassement d'une des valeurs fixées à l'article 5.3.4, l'ensemble du lot concerné est expédié directement dans une installation de traitement adaptée et dûment autorisée. Le volume des déchets épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : La fréquence des analyses des digestats n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement.</p> <p>Une analyse mensuelle de la valeur agronomique et des éléments traces métalliques est fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi qu'une analyse bimestrielle des composés traces organiques.</p> <p>Un allègement de cette prescription pourra être étudié par l'inspection une fois ces analyses réalisées et conformes.</p> <p>La prochaine campagne de prélèvements est prévue fin janvier 2022. Les résultats devront être transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 15 : Capacité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matières premières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est autorisé à traiter au maximum 54 185 t de déchets organiques par an, produisant une quantité de biogaz estimée à 8 000 Nm³ /j. Ces déchets organiques sont constitués des matières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déjections animales (fumiers, lisiers) et effluents d'élevages : 51 667 t /an - Matières végétales brutes et déchets végétaux : 1 518 t /an - Effluents du site (eaux de lavage, eaux vannes,) : 1 000 t /an <p>Les matières et déchets proviennent exclusivement des exploitations agricoles incluses dans le projet.</p> <p>Les volumes de stockage des matières entrantes sur le site sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> > déchets solides : dans un bâtiment dédié de 600 m³ pour la paille, dans un silo bâché pour les ensilages de végétaux, au sol dans le bâtiment principal pour les fumiers ; > déchets liquides : dans une cuve extérieure de 510 m³; <p>Les volumes de stockage des matières sortantes à épandre sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> > digestats solides : stockage tampon au sol dans le bâtiment principal sur 70 m³ (150 t) et sur des plates-formes dédiées au niveau des exploitations agricoles d'une capacité totale minimale de 4 560 m³. > digestats liquides et effluents : dans 12 fosses représentant une capacité totale de 19 150 m³. <p>Constats : Des fumiers de volailles sont stockés à l'extérieur du bâtiment sur la fumière non couverte.</p> <p>Les matières premières entrantes doivent être stockées en bâtiment. Cette pratique n'est pas conforme au dossier d'autorisation environnementale et doit être stoppée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 16 : Réception des matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 15.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent titre ou non conforme à ses dispositions est interdit. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.
Constats : Absence de rétention au niveau de la zone de dépotage des lisiers à l'entrée du site. Tout déversement accidentel rejoint les eaux pluviales par ruissellement. Une zone de rétention doit être mise en place au niveau de cette zone.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 17 : Bilan des épandages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 21.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan des épandages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend : > les parcelles réceptrices ; > un bilan qualitatif et quantitatif des déchets épandus ; > l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ; > les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ; > la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale. Une copie du bilan est adressée à l'inspection des installations classées et aux agriculteurs concernés.
Constats : Aucun bilan d'épandages n'a été transmis à l'inspection depuis le démarrage du site. Le bilan des épandages sera à notifier à l'inspection en même temps que le bilan annuel d'activités. Par ailleurs, une modification du plan d'épandage est en cours d' instruction depuis 2020. Aucune réponse n'a été apportée à la demande de compléments en date de septembre 2020. L'exploitant informe l'inspection que ce plan d'épandage fera l'objet d'une nouvelle modification prochainement puisque la sortie de 2 adhérents du collectif est en cours. La DDPP se dessaisira du dossier en cours. Un nouveau dossier de mise à jour du plan d'épandage devra être déposé en préfecture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois